SMIC à 1 700 euros : éléments de chiffrage

Frédéric Boccara

NOMBRE DE GENS CONCERNÉS : 6 À 7 MILLIONS DE PERSONNES AU TOTAL

Une difficulté : la proposition est en SMIC mensuel, mais l'augmentation est réalisée sur le SMIC horaire. Or beaucoup de gens travaillent à temps partiel et touchent moins que le SMIC mensuel plein temps.

■ **3, 7 millions** de gens ont été concernés par l'augmentation du SMIC horaire de 2012 :

environ 900 000 dans la Fonction publique
1,6 million dans les entreprises non agricoles hors intérim
120 000 dans le secteur de l'intérim
100 000 salariés agricoles
310 000 du secteur domestique, auquel il faudrait ajouter plus de 500 000 apprentis

Mais avec la smicardisation accrue, cela pourrait concerner jusqu'à 4,4 millions de personnes.

■ L'augmentation du SMIC mensuel « rattrape » un certain nombre de salaires « bas » proches du SMIC, qui devront donc être augmentés pour se trouver au moins au niveau du SMIC nouveau. D'après les données de l'Insee, cela pourrait toucher 10 % à 15 % des salariés (entreprises + les 3 Fonctions publiques), soit **2 à 3 millions** de personnes.

MONTANTS DE L'AUGMENTATION : ENTRE 18 ET 21 MILLIARDS D'EUROS POUR 6 À 7 MILLIONS DE PERSONNES

Pour ceux qui sont au SMIC actuellement :

Le SMIC brut mensuel est à 1 398,37 euros. Son augmentation à 1 700 euros représente une augmentation de salaire de 300 euros par mois et par personne. À laquelle il faut ajouter les cotisations sociales patronales (environ 60 euros compte tenu des exonérations), soit une hausse totale de 360 euros par mois pour ceux qui sont au SMIC actuellement.

Le montant global de cette revalorisation du SMIC brut mensuel à 1 700 euros est compris dans une fourchette de 15 à 19 milliards d'euros.

. 14,9 Mds d'euros pour les 3,7 millions de personnes au SMIC

. 19,8 Mds d'euros si on prend une base de 4,4 millions de salariés

Pour ceux qui ont un salaire inférieur à 1 700 euros mais supérieur à 1 398 euros :

Les gens qui touchent un salaire mensuel inférieur à 1 700 euros seront touchés en plus sils n'étaient pas à temps partiel : les rattrapés. Sur la base des chiffres de l'Insee, le rattrapage toucherait 15 % des salariés. Leur salaire moyen est difficile à évaluer. L'augmentation pourrait faire en moyenne 100 euros bruts, + 20 euros de cotisations patronales. Voire plus, selon la répartition des salaires dans chaque tranche.

L'estimation de la revalorisation salariale pour les personnes dont le salaire est inférieur à 1 700 euros mais supérieur au SMIC brut actuel est comprise dans une fourchette de 3 à 6 milliards d'euros.

2 millions de personnes = 2,880 Mds d'euros par an
Jusque 6 Mds selon la distribution actuelle des bas salaires et le nombre de gens concernés

Les autres salaires

Si on ne fait rien d'autre, les salaires supérieurs à 1 700 euros bruts vont se trouver « écrasés » par cette hausse du SMIC.

Aujourd'hui, la moitié des salariés du privé et parapublic travaillant à temps complet touche un salaire mensuel net inférieur à 1 653 euros (2 347 euros bruts). Sur une base d'environ 20 millions de salariés (avec la Fonction publique, l'intérim, etc.), cela fait donc 3 à 5 millions de personnes supplémentaires concernées par un salaire brut qui se retrouverait à peine au-dessus du SMIC. Si on veut remonter ces salaires en maintenant un écart significatif avec le SMIC, cela coûte peut-être presque autant que la seule augmentation du SMIC. **Disons autour de 15 Mds.**

Et puis il y a tous les autres salariés. Ce sont les plus qualifiés, qu'ils soient ingénieurs, techniciens, employés administratifs, mais aussi cadres, ou encore les enseignants et les chercheurs. **Nous proposons en particulier de remonter le salaire de *chaque premier niveau* des grilles de classification des différentes branches, dans le privé comme dans le public.**

L'effet est difficile à évaluer. Car si cela impacte moins de salariés (de façon directe) les salaires concernés sont plus élevés. Ainsi le salaire moyen des professions intermédiaires (infirmières, enseignants du secondaire, etc.) est-il de

2 221 euros par mois, *en net*, et avec des disparités importantes selon les professions. Mais celui des cadres s'élève presque au double (3 750 euros), avec encore plus de disparités. Au total 90 % des salariés gagnent moins de 2 728 euros *nets* par mois.

Cela peut faire autant que le reste des augmentations, soit facilement **de 30 à 40 Mds d'euros.**

Au final, l'effet total d'une hausse du SMIC brut à 1 700 euros pourrait représenter une augmentation globale de la masse salariale de l'ordre de 60 à 81 Mds d'euros (entreprises + Fonction publique)

Comment faire ?

60 à 80 Mds c'est beaucoup, mais cela peut être financé. Et, au-delà du besoin humain et social, cela peut avoir 2 effets très positifs sur l'économie :

- renforcer la consommation,
- améliorer l'efficacité des salariés, mieux qualifiés, mieux dans leur vie et donc aussi mieux au travail.

Actuellement on prétend que les entreprises et l'État sont étranglés. Mais par quoi ? Par les banques, avec leurs charges financières, les actionnaires qui pompent leur substance bien plus que par les salaires :

— Les entreprises ont payé 318 Mds de charges financières et de dividendes en 2010, contre 145 Mds de cotisations sociales employeurs.

— Les entreprises ont exporté pour 63,5 Mds de capitaux en 2010 (chiffres IDE).

— L'État paye chaque année aux marchés financiers 45 Mds d'euros *en intérêts* de la dette à cause du *taux* auquel il a contracté sa dette ; à taux zéro cette charge disparaîtrait.

— Les banques ont prêté 1 930 Mds aux entreprises : pour faire quoi ?

— Cela représente une hausse de la masse salariale (entreprises + Fonction publique) de 8 à 10 %.

Les moyens sont actuellement monopolisés par la logique des marchés financiers et des actionnaires. Il est donc indispensable d'oser se donner des moyens financiers et démocratiques nouveaux pour réorienter l'argent et l'utiliser autrement.

En répondant aux exigences sociales, on pousse un nouveau type de croissance et d'efficacité basé sur les qualifications et les compétences, dans un cercle vertueux auto-renforcé. Il s'agit de prendre à bras le corps les défis de la révolution technologique, au lieu d'alimenter les cercles vicieux du *dumping* social interne et externe. Et de s'en donner les moyens, par exemple avec :

— Une fiscalité sélective et forte sur le capital favorisant, en revanche, les revenus du travail et les qualifications (hauts et bas salaires, imposition faible, amoindrie mais progressive, hauts revenus financiers parasitaires, imposition élevée et très élargie) ;

— Un pôle public bancaire, comme levier « proactif » : un crédit sélectif au service de la croissance réelle et des dépenses utiles ;

— Des pouvoirs nouveaux des salariés, s'appuyant sur une possibilité d'actionner ce crédit.

Quelques exemples :

■ Fiscalité nouvelle + renégociation de la dette (passer à un intérêt à taux zéro), pour permettre de financer les salaires de la Fonction publique. La BCE doit favoriser ces dépenses utiles que sont les salaires des enseignants, des infirmières, des chercheurs, de la police de proximité...

■ Alléger de 10 % les charges financières d'emprunt des entreprises grâce à un pôle public bancaire dégagerait 6,8 Mds, essentiellement pour les PME indépendantes, étranglées par les banques.

■ Faire reculer de 10 % les dividendes versés aux actionnaires dégagerait 15 Mds d'euros de marge de manœuvre.

■ Une PME de 100 salariés qui investit 6 millions d'euros en empruntant *à taux zéro*, grâce au pôle public bancaire, économise par mois 341 euros *par salarié* par rapport à un prêt à 8 %, c'est-à-dire près de la moitié de l'augmentation du SMIC à 1 700 euros bruts. En outre, elle renouvelle son outil de production.